égoupiller

présentée par BNP Paribas puis par le Crédit agricole, la Société générale et BPCE-Natixis, est en quatrième position (derrière le Canada) avec un investissement cumulé d'au moins 154,5 milliards de dollars.

Une implication des banques commerciales qui, même si ce n'est pas avec le même niveau de détail, est depuis longtemps connue et dénoncée : en février dernier, trois ONG ont assigné BNP Paribas à Paris, lui enjoignant de cesser tout soutien à de nouveaux projets pétroliers et gaziers. « Même si elles ne financent pas des projets en particulier, les banques offrent un financement général aux groupes énergétiques », regrette Mathieu Soete. « Dans le rapport que nous avons publié en avril dernier sur le GNL (gaz naturel liquéfié, NDLR) américain, nous montrons comment les banques européennes continuent de financer son expansion, non seulement les trains de liquéfaction et les terminaux d'exportation, mais aussi les gisements qui sont derrière et qui, dans 87 % des cas, pratiquent la fracturation hydraulique. » En France, « le Crédit agricole, la Société générale ou BNP Paribas ont une politique ambitieuse sur le fait qu'elles ne financent pas le gaz de schiste, mais elles vont bien financer la construction de terminaux pour exporter ce gaz de schiste vers l'Europe », souligne l'expert de Greenpeace.

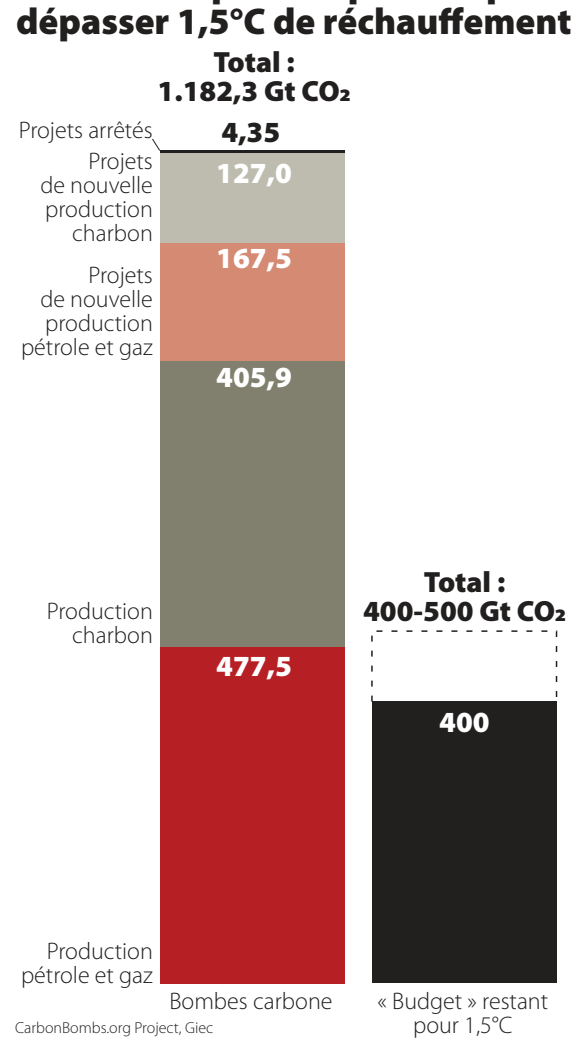
Avec un pic de la consommation de carburants fossiles attendu pour 2030 au plus tard, la rentabilité de ces investissements dans les méga exploitations est loin d'être assurée, conclut Fatih Birol : « Nos prévisions montrent que même sans politiques nouvelles pour atteindre le zéro émission, nous ne voyons pas que la demande globale de combustibles fossiles va augmenter et qu'il y aura un besoin pour une production de combustibles fossiles supplémentaire substantielle. »

Top10 des entreprises qui exploitent des bombes carbone

La méthodologie

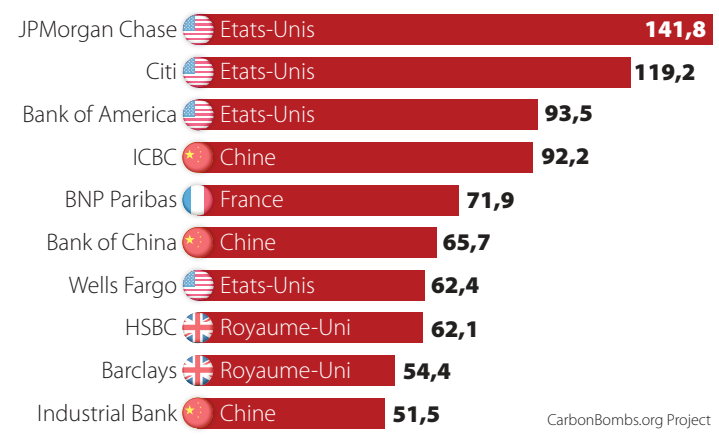
Tout part d'un travail de Kjell Kühne, chercheur à l'université de Leeds en Grande-Bretagne et spécialiste des énergies fossiles, qui, en 2022, a publié *Carbon Bombs – Mapping key fossil fuel projects* (*Bombes carbone – Cartographie des principaux projets liés aux énergies fossiles* en français) dans le journal scientifique *Energy Policy*. Dans cette étude, il répertorie les 425 plus importants projets d'extraction d'énergies fossiles – gaz, pétrole et charbon – au monde, appelés aussi bombes carbone ou bombes climatiques. Leur point commun est de générer, *in fine*, chacun plus d'un milliard de tonnes (ou une gigatonne) de CO_2. Pour rendre les choses plus concrètes et compréhensibles, Kjell Kühne a converti les réserves annoncées de ces gisements en autant d'émissions potentielles de CO_2.
Pour relier chacun de ces 425 sites d'extraction à un opérateur industriel, les associations Data for Good et Eclaircies ont eu recours au Global Energy Monitor, une base de données librement accessible en ligne. Enfin, grâce au projet Banking on Climate Chaos et à des recherches complémentaires, il a été possible de préciser le financement de ces projets d'extraction ou, à tout le moins, des sociétés qui sont à la manœuvre. Outre les associations Eclaircies et Data for Good, ce projet a réuni les médias suivants : *Le Soir*, *De Tijd*, *Le Monde*, *Der Spiegel*, *The Guardian*, *Paper Trail Media*, *ZDF*, *Tamedia*, *Follow the money*, *Investico* et *Der Standard*. JO.MA. ET B.P. (AVEC CARBONBOMBS.ORG PROJECT)

Les émissions des 425 bombes carbone dépassent le « budget » restant à la planète pour ne pas dépasser 1,5°C de réchauffement



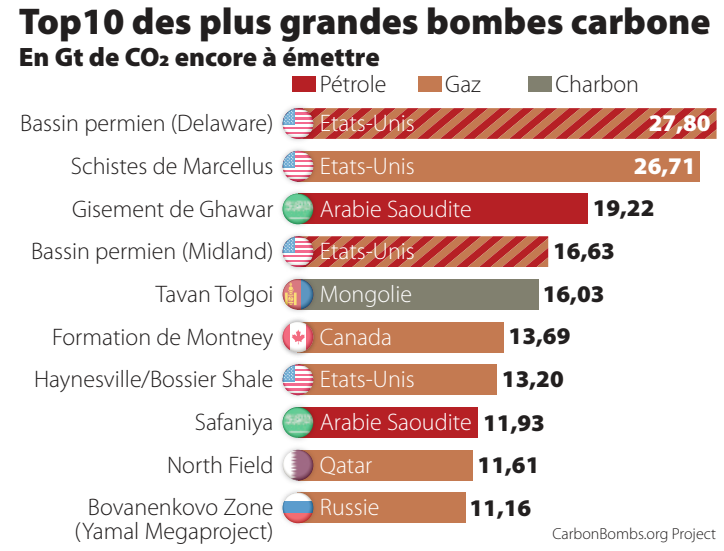
Top 10 des banques qui financent des compagnies fossiles exploitant des bombes carbone

Montants financés de 2016 à 2022 en milliards de dollars

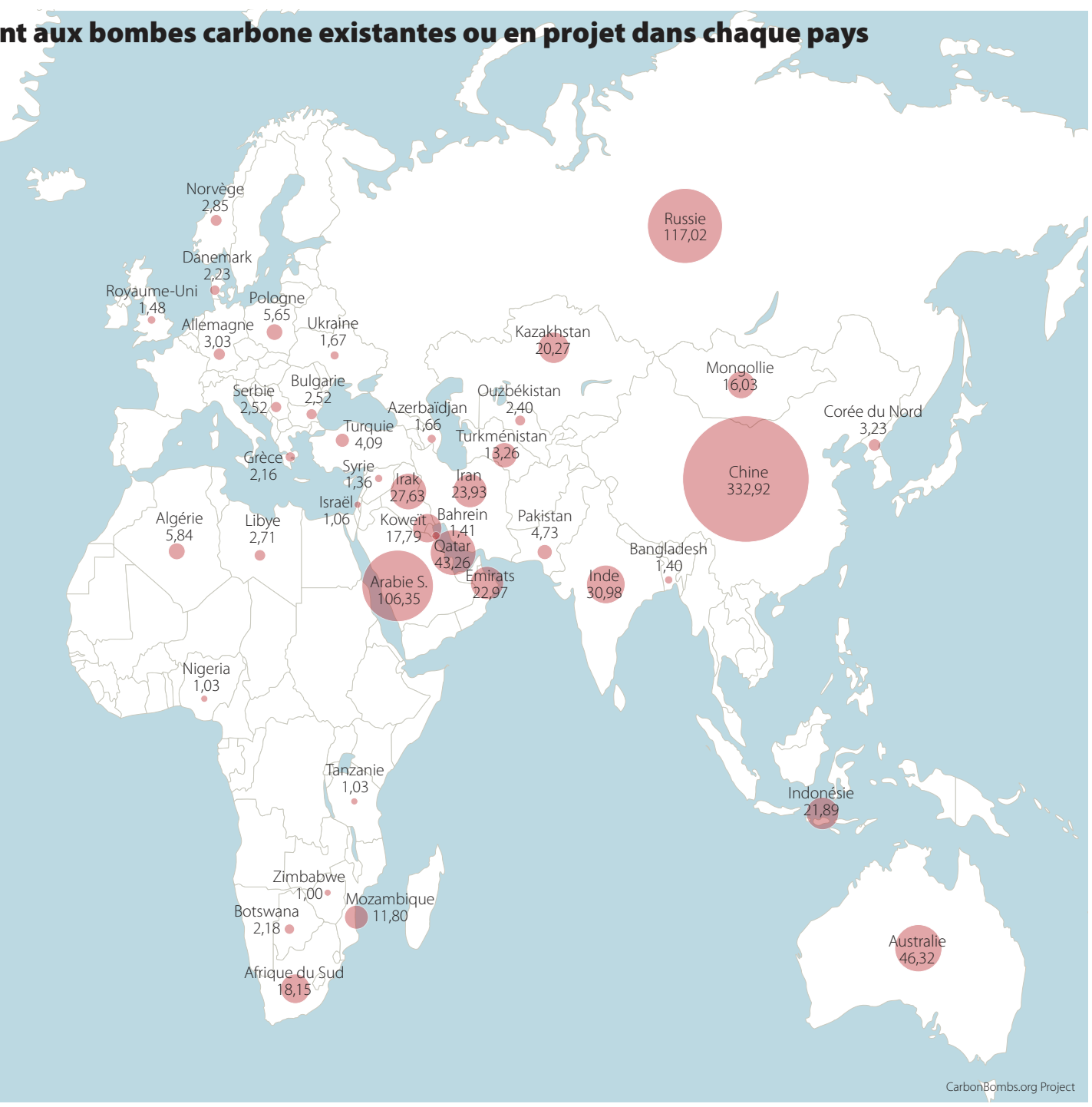


Top10 des plus grandes bombes carbone

En Gt de CO_2 encore à émettre



nt aux bombes carbone existantes ou en projet dans chaque pays



Les « bombes carbone » continuent d'être dégoupillées : et maintenant, que fait-on ?

Même si elles ne constituent pas l'entièreté des extractions de gaz et de pétrole (45 %) ou de charbon (25 %), le désamorçage des bombes climatiques peut être un levier puissant pour aller vers la décarbonation, étant entendu qu'elles regroupent sur un territoire limité de gigantesques émetteurs de gaz à effet de serre. Dix pays recensent à eux seuls deux tiers de ces sites d'extraction. Et en 2020, ressort-il de cette enquête, 30 % environ des projets n'avaient pas encore été mis en production.
En tout état de cause, certains pays ou territoires ont unilatéralement choisi d'interdire ou limiter les extractions de combustibles fossiles. C'est le cas, par exemple dans le Pacifique, des îles Vanuatu et Tuvalu qui l'an passé, ont formellement rejoint le Traité de non-prolifération des énergies fossiles. Le Groenland a, lui aussi, abandonné tous ses projets d'exploitation pétrolière et gazière, bien que sa côte ouest contienne à elle seule 18 milliards de barils de pétrole. Quant au Danemark, il s'est engagé à ne plus extraire de gaz ou de pétrole dès 2050. D'autres territoires, dont le Québec, la France et l'Allemagne, ont banni la fracturation hydraulique, un procédé réputé polluant, qui consiste à récupérer le pétrole et le gaz piégé dans des formations rocheuses (schiste). JO.MA. ET B.P. (AVEC CARBONBOMBS.ORG PROJECT)